

1. L'AGENCE

Le *business* battait son plein à l'Agence. On avait atteint un régime de croisière après une première année plutôt couci-couça question pèze, mais je m'étais préparé aux aléas de la période de lancement – et j'avais de quoi faire face, comme on le verra plus tard. Par contre, je n'avais pas prévu que le téléphone arabe entrerait en ébullition suite à la conclusion de deux belles affaires dont les clients étaient venus me remercier personnellement avec un gros chèque – sur facture –, une grosse enveloppe aussi – hors facture –, et des tirades de satisfaction, genre : « je vais en parler autour de moi ». Le bouche-à-oreille, quoi.

Le décollage plein pot qui s'en était suivi m'avait posé rapidement des problèmes d'effectif, l'afflux des clients rendant difficile la prise en charge des affaires dans des conditions convenables, surtout pour « Reniflage », la section des enquêteurs, les premiers intervenants dans tous les dossiers avant que les spécialistes « Action » prissent la suite, épaulés par « Atelier » question équipements.

Et quand je vis venir le moment où nous allions devoir laisser tomber les petits clients pour donner la priorité aux plus juteux – perspective qui me hérissait le poil – je décidai de renforcer mes troupes, c'est-à-dire de lancer d'urgence un nouveau programme d'embauche dont je donnai la direction à Karl, mon brillant adjoint, également chef du Reniflage.

En matière d'embauche, n' imaginez pas que l'Agence publiait des offres d'emploi dans la presse – écrite ou numérique – ou bien placardait des affichettes sur les descentes de gouttières, voire distribuait des tracts dans la rue. Non, les choses se passaient sous le manteau, dans l'incognito, à coups de bouche-à-oreille.

Entre nous, le relationnel était un de mes meilleurs atouts. Et je dois dire que les contacts qui dormaient dans le calepin rangé au fond de mon tiroir n'attendaient que mon signal pour ne rien me refuser une fois réveillés. Tenez, en voici deux, à titre d'illustration : monsieur R. et monsieur H. – dont les cas sont liés, vous allez voir...

Monsieur R. était un fonctionnaire haut placé que l'Agence avait sorti de l'enfer où des amis bien intentionnés mais bien anonymes l'avaient entraîné en postant des photos dans un célèbre *réseau social* dont je tais le nom pour ne pas me faire accuser de dénigrement – d'aucuns diraient de stigmatisation – par les ayatollahs de la pensée numérique.

Ces photos ! Non pas de banales scènes d'inaugurations de cantines scolaires, de remises de décorations, de vernissages urbains ou campagnards, de commémorations, etc. mais de choses, disons, plus *hard*, vu que monsieur R. y figurait en compagnie de très charmantes collégiennes mais très dénudées aussi.

Tout à fait naturellement, les associations, les collectifs, les ligues, les comités et les azimuthés de tous bords s'en étaient donné à cœur joie. Les crétins de la vindicte sociétale s'étaient exprimés sur les réseaux, pleinement, magistralement, qualifiant monsieur R. de « bête malfaisante », de « prédateur sexuel », de « destructeur de notre belle jeunesse », de « merde immonde » etc., certains allant jusqu'à le menacer de mutilation, voire de mort !

Et c'est au beau milieu de ce capharnaüm que monsieur H. m'avait appelé :

— Hadon, faut arrêter ça ! Monsieur R. n'en peut plus, je crains le pire, mais je ne peux pas bouger le petit doigt, avec les enfoirés de l'Él... ouais... bon, tu sais, alors tu fais ce qu'il faut, je paye, même s'il ne s'en sort pas blanchi, mais au moins on aura essayé !

J'avais sauté sur l'occasion. Je passe sur les détails mais disons qu'en deux coups de cuillère à pot, Atelier déterminait que les photos étaient truquées et les remplaçait illico par des dessins de Doré – Gustave... Reniflage prit la suite, identifia les sources et Action paracheva le contrat en extorquant aux plus virulents des décérébrés non seulement des excuses publiques – à vrai dire, on s'en foutait – mais également un excellent dédommagement financier, le tout de manière très convaincante – mais personne n'en connaît les détails, sauf les sanctionnés, bien sûr, et puis Karl, moi, deux intervenants Action, monsieur H. et monsieur R.

Un peu plus tard, monsieur R. me renvoyait l'ascenseur en faisant blanchir un de nos agents Action que des flics trop zélés avaient épinglé alors qu'il était enfouraillé jusqu'aux yeux mais avait malheureusement laissé son permis de port d'arme à la maison.

Quant à monsieur H., je le gardais bien au chaud. Excellent monsieur H. ! Et plus haut placé que monsieur R., vu qu'il participait aux dépôts de gerbes mais pas monsieur R. Un grand *serviteur de l'État*, quoi. Et un de nos tout premiers clients, avec une affaire hilarante – à l'Agence, on l'appelle encore l'« Affaire des peintres ».

Pour résumer, il avait fait appel à nos services – recourir aux instances officielles lui était impossible compte tenu, primo, de sa position et secundo, de la nature de l'affaire – pour mettre fin aux *incivilités* perpétrées à l'encontre d'une dame avec laquelle il s'adonnait hebdomadairement à des cinq-à-sept lubriques à La Poularde Royale, une auberge qui faisait la renommée d'un petit village de campagne. Tout se passait merveilleusement bien, sauf au moment du retour : la dame en repartait la plupart du temps en taxi, horrifiée de devoir reprendre le volant de sa voiture que

des petits branleurs villageois avaient ornée de symboles indécents, dont des phalliques, peints à la bombe, pendant qu'elle s'envoyait en l'air avec monsieur H.

Quand elle commença à péter les plombs, menaçant monsieur H. de déposer son tablier s'il ne mettait pas le holà, il s'adressa directement à moi, court-circuitant le service d'accueil de l'Agence – il pouvait se le permettre... comme on le verra – et me fit ouvrir un dossier visant à débusquer les salopards.

Une semaine plus tard, Reniflage identifiait trois emmanchés porteurs de capuches et s'exprimant en onomatopées. Selon le protocole, monsieur H. aurait pu se satisfaire de cette étape et envisager la suite de son côté, sans impliquer l'Agence, car il en avait les moyens. Mais, probablement soucieux de préserver son image de grand commis – non, je n'ai rien dit – il choisit l'autre option, c'est-à-dire confier à l'Agence l'exécution de la sanction de son choix.

Alors des agents Action prirent le relais. Il ne leur fallut pas longtemps pour piéger les trois couillons en pleine orgie de peinture murale dans une rue déserte et les faire repartir à poil et dégoulinants de ripolin rouge des pieds à la tête – comme l'avait demandé monsieur H.

Mais revenons-en au processus des embauches – les apartés sur monsieur R. et monsieur H. étaient destinés à faire comprendre le fonctionnement de l'Agence et d'autres trucs...

Une fois identifiés, d'une manière ou d'une autre – le plus souvent par un courrier électronique, auquel était jointe une photo, déposé à une adresse complètement anonyme gérée par l'Agence – les candidats étaient convoqués un par un pour rencontrer Karl et passer avec lui une première et très courte évaluation – renifler les bras cassés était sa spécialité.

Ensuite, les postulants ayant retenu son attention patientaient environ deux semaines pendant que leurs antécédents et les

moindres recoins de leurs existences étaient passés au crible par l'enquête préliminaire – l'EP, comme on disait.

L'Agence ne se chargeait pas des EP, car je ne voulais pas que mes propres enquêteurs fourrassent leurs nez dans l'intimité de types qui pourraient éventuellement devenir leurs collègues. Les EP étaient confiées à un bureau de privés, sans lien – direct – avec l'Agence, auxquels j'accordais toute ma confiance. Le cycle était pratiquement terminé quand le dossier d'EP me revenait. Si tous les voyants étaient au vert, je recevais alors le candidat pour me faire ma propre idée, puis, dans la grande majorité des cas, je le renvoyais vers Karl qui lui annonçait alors son embauche pour une période d'essai.

Concernant Anton Mourbès, les choses s'étaient passées ainsi – ou presque.